



### Comparative summaries

The participants in the seminar worked in groups of 10 to 15 people. The person named as president of the group was responsible for the group work and presented the group's results on the last day of the seminar in the form of a summary.

Generally, the workshop reports included first and foremost a detailed description of the different systems used within the different Scandinavian countries. The groups then looked at the resemblances and the differences between them in terms of legislation, and picked out what they considered to be the most urgent problems.

Even if the organisation of the different activities is very similar in Sweden and in Finland for example, the disparity of the systems in Scandinavia nevertheless constitutes an obstacle in terms of efficient enforcement. This is why harmonisation is necessary.

The workshop dealing with the issue of commercialisation in the domain of credit came to the conclusion that inflation was favourable to debtors due to tax allowance reasons. The participants of this workshop also noted the tendency towards a very significant increase in debts relating to the use of mobile phones by young people and they were extremely critical of the ease with which it is possible to obtain credit over the telephone.

Four years ago in Göteborg the workshop dealing with the issue of excessive debt of individuals proposed, to the Nordic Ministerial Council, that the decisions regarding excessive debt of individuals should be enforceable throughout the Scandinavian countries, which is still not the case today. The Nordic Ministerial Council has completed a report regarding this proposal. The Ministry of Justice will be making a statement on this subject in the near future.

### The results of the seminar and the next event...

Over the course of these three days spent together there was a great deal of exchange and many ideas and opinions were raised and discussed. Many of the participants left Oslo with interesting ideas and new contacts. It is certain that Scandinavia is on the right track. The responsibility now falls to Finland and let us hope that it will soon be hosting the next seminar.

## Colloque international à Cracovie

**Après la Bulgarie, le nouveau visage de l'huissier de justice européen fait une apparition au cours du séminaire international de Cracovie.**

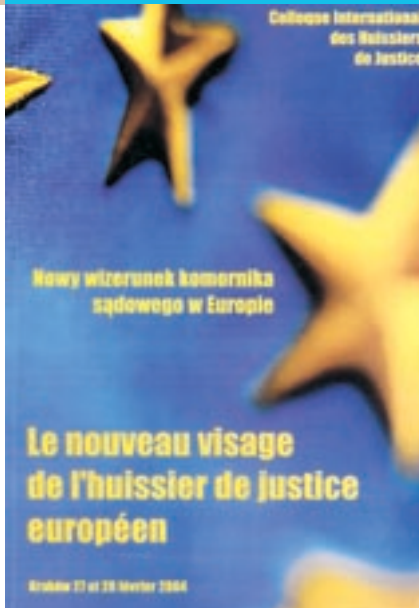
### Une organisation conjointe entre l'UIHJ et la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne

Ce séminaire était organisé conjointement par la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne et l'UIHJ. Il s'est tenu les 27 et 28 février 2004 à Cracovie, capitale historique et culturelle de Pologne, en présence de M. Marek Sadowski, vice-ministre de la Justice de Pologne<sup>1</sup>. La Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne (CNHJP) était représentée par sa présidente, Iwona Karpiuk-Sucheka. La délégation de l'UIHJ était conduite par son président Jacques Isnard, son 1er vice-président, Leo Netten, son trésorier adjoint, Dariusz Potkanski, son secrétaire Bernard Menut, et Mathieu Chardon, membre du Comité. Parmi les intervenants, les participants ont eu le privilège d'écouter les brillantes interventions du rapporteur général, le professeur Kazimierz Lubinski, du professeur Andrzej Redelbach et Michal Redelbach, membre du Conseil national des huissiers de justice polonais. Une nécessaire harmonisation de l'agent chargé de l'exécution.

*La grande place de Cracovie  
Krakow's central place*

*<sup>1</sup> Aujourd'hui, M. Sadowski est  
devenu ministre de la Justice.*





*Le livre du colloque  
The book from the Seminar*



*Marek Sadowski, vice-ministre de la Justice  
Marek Sadowski, deputy minister of Justice*



*Jacques Isnard, président de l'UIHJ  
Jacques Isnard, president of UIHJ*

M. Sadowski a indiqué qu'il fallait harmoniser le statut de l'agent chargé de l'exécution pour mettre en place l'huissier de justice européen. Il a ajouté que le ministère de la Justice devait renforcer le régime et le statut des huissiers de justice pour faciliter une exécution forcée « civilisée » et écarter du marché du recouvrement forcé les sociétés privées qui n'agissent que dans l'intérêt du client, au mépris des règles d'équité.

Dans un discours de bienvenue très remarqué, Iwona Karpiuk-Suchocka, présidente de la CNHJP a rappelé que l'adhésion de la Pologne à l'UIHJ a permis de découvrir d'autres systèmes relatifs à l'exécution forcée et que l'UIHJ a toujours soutenu et aidé les huissiers de justice de Pologne. Mme Karpiuk-Suchocka a évoqué l'histoire de la profession, devenue libérale depuis 1997 et les extraordinaires changements qui ont suivi. La présidente a également expliqué le fonctionnement et le rôle de la CNHJP en la comparant à celles d'autres pays comme les Pays-bas.

### **Un véritable corps de professionnels du droit**

Le président Isnard a souligné dans son discours d'ouverture, à quelques semaines de l'arrivée de la Pologne au sein de l'Union européenne, le chemin parcouru depuis 10 ans par les huissiers de justice polonais. Pratiquement inexistantes voilà une quinzaine d'années dans beaucoup de pays, a déclaré le président Isnard, les huissiers de justice sont devenus depuis lors un véritable

corps de professionnels du droit intégrés dans le rouage de la justice. Sous l'impulsion de l'UIHJ, ils se sont regroupés, ont rassemblé leurs forces de telle manière qu'aujourd'hui, la profession est devenue incontournable au plan national et au niveau international. La présidente a rappelé le rôle de l'UIHJ, souvent associé aux travaux de la Conférence de La Haye de droit international privé, et dont la présence est appréciée au Conseil de l'Europe et à la Commission européenne.

Mais aujourd'hui le nouveau défi est celui de façonner un huissier de justice à visage européen. Ce défi repose sur trois facteurs essentiels : une harmonisation statutaire, une activité identique et des objectifs communs. L'huissier de justice européen sera celui qui mènera un combat pour assurer sa pérennité mais aussi son aisance matérielle, et enfin sa formation permanente. Le président a conclu son discours en adressant ses chaleureuses félicitations à Mme Iwona Karpiuk-Suchocka pour son initiative et pour le choix, particulièrement judicieux du thème qui a été retenu, sans oublier de remercier également Dariusz Potkanski.

### **Le bicentenaire du Code Napoléon**

Le professeur Redelbach a rappelé que 2004 était l'année du bicentenaire du Code civil de Napoléon et que cet événement était célébré partout en Europe et dans le monde. Il a souligné que si le statut de l'huissier de justice était varié en Europe, depuis deux ans un processus d'uni-



fication du droit de l'exécution s'était engagé. Il a insisté sur le fait que les huissiers de justice doivent réunir leurs efforts et saisir toutes les opportunités pour étendre leurs compétences en tant qu'organe de l'exécutif.

Un statut homogène pour les huissiers de justice. Les effets d'un statut homogène d'huissier de justice ont été ensuite développés par le président Isnard. L'Europe, à la veille de sa grande recomposition des années 90, connaissait déjà l'huissier de justice. Le congrès de l'UIHJ de Varsovie en 1994, qui a vu l'adhésion de la Pologne, premier Etat de l'Est à adhérer à l'UIHJ, a été le signal, d'une succession de mutations dans les Etats voisins qui, très rapidement, devaient adopter, sur les propositions de l'UIHJ, un statut de type harmonisé en se fixant sur quelques axes essentiels, à savoir :

- profession libérale
- haut niveau progressif de culture juridique
- stage et examen professionnel
- chambre nationale
- mise en œuvre d'une régime disciplinaire rigoureux
- vocation pour les huissiers de justice à exécuter les décisions et à signifier les actes.

En fait, on constate déjà à l'époque une constante évolution vers un statut harmonisé de l'huissier de justice. A cela, il faut ajouter les œuvres de l'Union européenne avec le Conseil de Tampere des 15 et 16 octobre 1999 et du Conseil de l'Europe lors de la Conférence de Moscou des 4 et 5 octobre 2000, qui ont mis l'accent sur l'importance de l'exécution des décisions de justice et des agents chargés de l'exécution.

### Un potentiel économique considérable

Aujourd'hui, le potentiel économique des huissiers de justice est considérable. L'évolution des échanges, le développement des affaires et la mondialisation créent des activités qui s'offrent à nous. Mais ces perspectives particulièrement séduisantes imposent une adaptation permanente. Pour se rendre incontournables, les huissiers de justice doivent aller au devant des exigences de l'économie. Il faut envisager de s'organiser de telle manière que l'on puisse répondre aux sollicitations que nous adressent les grandes entreprises internationales ou les cabinets internationaux d'avocats. Cela est possible grâce à notre capacité de mobilisation, à notre flexibilité, et à un statut harmonisé.

### Des compétences multiples

Avec sa clarté habituelle, Leo Netten a présenté la recommandation pour l'harmonisation de la procédure d'exécution en Europe<sup>2</sup>. Dans une brillante intervention Dariusz Potkanski a évoqué de façon extensive et scientifique les domaines des compétences de l'huissier de justice polonais en comparaison avec les 15 Etats de l'Union européenne.

Avec beaucoup de précisions et la conviction qui le caractérise, Bernard Menut a démontré, une fois de plus, la supériorité de la signification réalisée par l'huissier de justice par rapport à la notification réalisée par la poste. Mathieu Chardon a présenté les constats, notamment à l'aide d'un film représentant une situation réelle. Dans sa présentation, il a souligné leur intérêt, tant pour le justiciable que pour le juge et a indiqué pour quelles raisons l'huissier de justice était le plus apte à les dresser, en raison de ses compétences juridiques, de son statut, de sa neutralité et de la confiance que le juge lui accorde. Dans un tour d'horizon européen, Michal Redelbach a indiqué les conditions dans lesquelles travaillent les huissiers de justice en Europe aujourd'hui. La synthèse des travaux était présentée par le professeur Lubinski, ardent défenseur de la profession d'huissier de justice. Rappelons que le professeur Lubinski avait apporté son fervent soutien à la mise en place de la profession libérale en Pologne. Un séminaire international est aussi un lieu d'échange. Ces échanges ont aussi eu lieu à l'occasion du superbe dîner qui s'est tenu au château de Cracovie, dans une amitié et une convivialité tout internationale.

Le colloque a fait l'objet d'une publication par les soins de la société *Currenda*. Vous pouvez retrouver cette publication sur le site de l'UIHJ : [www.uihj.com](http://www.uihj.com)

*Bernard Menut,  
secrétaire de l'UIHJ*

*Bernard Menut,  
secretary of UIHJ*



<sup>2</sup> Voir notre article dans ce magazine sur la recommandation Rec(2003)17 du Comité des ministres aux Etats membres en matière d'exécution des décisions de justice, adoptée par le Comité des ministres le 9 septembre 2003



## International symposium in Krakow

**After Bulgaria, the new face of the European enforcement agent makes an appearance during the International Seminar in Krakow.**

### A joint organisation by the UIHJ and the National Chamber of Enforcement Agents of Poland

This seminar was organised jointly by the National Chamber of Enforcement Agents of Poland and the UIHJ. It took place on the 27th and 28th of February 2004 in Krakow, the historic and cultural capital of Poland, in the presence of Mr Marek Sadowski, the Polish Vice Minister of Justice<sup>1</sup>. The National Chamber of Enforcement Agents of Poland (CNHJP) was represented by its president, Iwona Karpiuk-Suchocka. The UIHJ delegation was led by its president Jacques Isnard, its First Vice President, Leo Netten, its assistant treasurer, Dariusz Potkanski, its secretary Bernard Menut, and Mathieu Chardon, member of the Committee. Amongst the speakers, those present had the privilege of hearing brilliant speeches by the general reporter, Professor Kazimierz Lubinski, as well as Professor Andrzej Redelbach and Michal Redelbach, member of the National Council of Polish Enforcement Agents.

<sup>1</sup> Today, Mr Sadowski is Minister of Justice.

*Une partie de l'assistance - A part of the participants*



### A necessary harmonisation of the enforcement agent

Mr Sadowski indicated the importance of harmonising the status of the agent charged with the enforcement of legal decisions so as to establish a European enforcement agent. He added that the Ministry of Justice should reinforce the regime and the status of enforcement agents to facilitate a forced but 'civilised' enforcement and to exclude private companies, which act solely in the interests of the client and without regard for the rules of equity, from the forced debt recovery market.

In a very well-received welcome speech, Iwona Karpiuk-Suchocka, president of the CNHJP repeated that Poland's membership of the UIHJ led to the discovery of other systems relating to enforcement and that the UIHJ has always supported and helped the Polish enforcement agents. Mrs Karpiuk-Suchocka alluded to the history of the profession, which became independent in 1997 and the extraordinary changes that followed. The president also explained the workings and the role of the CNHJP by comparing it with those in other countries such as the Netherlands.

### A veritable body of legal professionals

In his opening speech President Isnard underlined, just a few weeks before the entrance of Poland into the European Union, the progress made by the Polish enforcement agents over the last 10 years. From a profession that was practically non-existent in many countries fifteen years ago, declared president Isnard, enforcement agents have since become a veritable body

*Remise de souvenirs de Cracovie - Souvenir from Krakow*





*Le professeur Lubinski*  
*The professor Lubinski*



*Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ*  
*Leo Netten, first vice-president of UIHJ*



*Dariusz Potkanski, trésorier adjoint de l'UIHJ*  
*Dariusz Potkanski, assistant treasurer of UIHJ*

of legal professionals integrated into the legal machinery. Spurred on by the UIHJ, they have grouped together and joined forces to such an extent that today the profession has become indispensable at both the national and international level. The president emphasised the role of the UIHJ, often associated with the works of The Hague Conference on private international law, and whose presence is appreciated in the Council of Europe and the European Commission.

But today the new challenge consists in modelling an enforcement agent with a European facet. This challenge is based on three essential factors: harmonisation of the status of the profession, an identical activity and a common set of objectives. The European enforcement agent will be characterised by a professional who fights to ensure his continuity but also his material comfort and finally his permanent training. The president ended his speech by extending his warm congratulations to Mrs Iwona Karpiuk-Suchocka for her initiative and for the particularly appropriate choice of the theme of the seminar, and he also thanked Dariusz Potkanski.

### **The bicentenary of the Napoleonic Code**

Professor Redelbach declared that 2004 marked the bicentenary of the Napoleonic or Civil Code and that this event was celebrated throughout Europe and all around the world. He noted that even if the status of enforcement agent differed from country to country within Europe, in the last two years a process of unification of the law of

enforcement was underway. He insisted on the fact that enforcement agents must join forces and seize all the opportunities to extend their range of competences in their role as an instrument of the executive.

### **A uniform status for enforcement agents**

President Isnard then outlined the effects of a uniform status for the profession of enforcement agent. Following its major reconstitution in the 90's, Europe was already aware of the role of the enforcement agent. The UIHJ Congress in Warsaw in 1994, which marked the beginning of the membership of Poland, the first Eastern European State to join the UIHJ, was the signal for a series of changes within the neighbouring States that should very soon, according to the proposals of the UIHJ, adopt a harmonised status based on certain essential axes, i.e.:

- The independence of the profession
- A highly progressive legal culture
- A professional training and examination
- A National Chamber
- The implementation of a strict disciplinary regime
- A vocation for the enforcement agents of enforcing and notifying acts.

In fact, even at that time we can identify a constant movement towards a harmonised status for the profession of enforcement agent. If we add to this the work of the European Union with the Tampere Council held on the 15th and 16th of October 1999 and that of the Council of Europe



during the Moscow Conference of the 4th and 5th of October 2000, which accentuated the importance of enforcing legal decisions and of the agents responsible for their enforcement.

### A considerable economic potential

Today, the economic potential of enforcement agents is considerable. The rising level of exchange, the development of business and globalisation are creating activities and opportunities for the profession. But these highly interesting prospects require permanent adaptation on the part of the profession. To ensure that they remain indispensable, enforcement agents must anticipate the demands of the economy. We must be ready to organise ourselves in such a way as to allow ourselves to respond to the solicitations of major international companies or law firms. This is possible thanks to our capacity to mobilise ourselves, our flexibility, and a uniform status.

### Multiple competences

With his usual clarity, Leo Netten presented the recommendation for the harmonisation of the enforcement procedure in Europe<sup>2</sup>. In a brilliant speech Dariusz Potkanski gave an extensive and scientific account of the domains of competence of the Polish enforcement agent in comparison with the 15 States of the European Union.

Bernard Menut once again demonstrated, in great detail and with his characteristic conviction, the superiority of the notification performed by the enforcement agent compared to the notification performed via the postal service. Mathieu Chardon presented affidavits, notably with the help of a film illustrating a real situation. In his presentation, he underlined their usefulness, as much for the persons implicated in the legal proceedings as for the judge and gave the reasons why the enforcement agent is the most apt figure to provide them, due to his legal skills, status, neutrality and the confidence that the judge places in him. Taking various European cases as an example, Michal Redelbach presented the working conditions of the enforcement agents in Europe today. Professor Lubinski, an ardent defender of the profession of enforcement agent, presented the summary of the progress made. It should not be forgotten that Professor Lubinski

was a fervent supporter of the establishment of the independence of the profession in Poland. An international seminar is also an opportunity for exchange and these exchanges continued during the superb dinner held at Krakow castle, in a very international spirit of friendship and conviviality. The symposium was the subject of a publication compiled by the company *Currenda*. You can consult this publication by visiting the UIHJ website: [www.uihj.com](http://www.uihj.com)



*Le vice-ministre de la Justice et la présidente des huissiers de justice de Pologne  
The Deputy Minister of Justice and the president of the Polish enforcement agents*



*Le président Isnard, durant  
une interview*

*The president Isnard, during  
an interview*

*Mathieu Chardon, membre  
du Comité de l'UIHJ  
Mathieu, member of the  
Committee of UIHJ*



<sup>2</sup> Cf. our article in this magazine on the recommendation Rec(2003)17 of the Committee of ministers of the Member States in terms of enforcement of legal decisions, adopted by the Committee of ministers on the 9th of September 2003